



Le gouvernement choisit Niort pour annoncer son plan d'actions économiques

mercredi 13 septembre 2017, par [lpe](#)

Le Premier Ministre Edouard Philippe et le Ministre de l'économie Bruno Le Maire étaient en déplacement dans le Niortais ce lundi matin. Après une courte rencontre avec Jérôme Baloge, président de la Communauté d'agglomération et quelques élus, ils avaient orchestré un échange avec des chefs d'entreprise au siège de Poujoulat, entreprise de taille intermédiaire, leader européen des conduits de cheminée (680 salariés).

Certes, l'actualité chargée, entre la gestion de l'après ouragan Irma outre-mer et les annonces du Président de la République sur le logement, ont quelque peu occulté le message porté par le chef du Gouvernement dans les médias mais les entrepreneurs présents ont eux bien saisi le message.

Ils étaient une vingtaine de dirigeants d'entreprises de toutes tailles, venus des environs mais aussi d'autres régions pour une heure privilégiée au cours de laquelle ils ont pu s'exprimer.

Tous n'ont pas pu prendre la parole faute de temps et le débat était peut être trop centré sur les enjeux propres aux ETI mais quelques remarques étaient pertinentes :

- Elizabeth Ducottet, à la tête du groupe familial Thuasne, spécialisé dans le textile médical à Saint Etienne (2000 personnes) a insisté sur la nécessité de mettre en place des conditions favorables à la transmission des entreprises
- Marc Prikazsky, dirigeant du groupe CEVA, ETI basée à Libourne et spécialisée dans la santé animale, a souligné tout l'intérêt de sortir de l'assiette de l'ISF les revenus du capital. Ses salariés étant également actionnaires de la société, il voit en cette mesure un levier intéressant pour encourager les cadres à investir dans leur société
- Guillaume d'Ocagne quant à lui a racheté la menuiserie Dubois (180 salariés) en Indre et Loire en 2010. Il a pointé du doigt la concurrence déloyale de la main d'œuvre détachée et appelé le gouvernement à donner davantage de visibilité aux chefs d'entreprise sur les charges salariales et patronales qui ont tendance à fluctuer au fil des réformes. Il a également demandé à ce que la fiscalité sur la participation et l'intéressement aux bénéficiaires pour les salariés soit revue
- Pour Hubert de Boisredon, dirigeant du groupe nantais Armor, spécialisé dans l'impression, "*il faut déplaçonner le crédit impôt recherche pour les PME et y inclure les coûts marketing liés au lancement du produit*"
- Catherine Huvelin, responsable de la chocolaterie familiale niortaise Huvelin (10 personnes) a insisté sur l'intérêt pour les petites entreprises commerciales d'avoir un accès aux réseaux numériques, au très haut débit
- Jean-Pascal Archimbaud, dirigeant de la scierie Archimbaud à Secondigné sur Belle a évoqué la solution danoise de [transmission d'entreprise à une fondation](#). Une solution qui pourrait être développée en France
- David Schisler, PDG de CEE Schisler à Thouars, 500 salariés, qui évolue dans le secteur des sacs et autres gobelets en papier/carton a mis l'accent sur la disparité flagrante à l'échelle européenne entre les dispositifs d'aides pour les entreprises qui investissent. Quand lui peut obtenir à peine 2% de soutien de l'Etat pour un plan d'investissement, son concurrent Gallois bénéficie de 20% d'aides

- Antoine Guilbaud, dirigeant des Laboratoires Body Nature à Nueil les Aubiers a souligné le manque d'adéquation entre les besoins en recrutement des entreprises et les formations existantes.



Le Premier Ministre et le Ministre de l'économie ont paru être sensibles à ces remarques et ont présenté leur [plan d'actions pour la croissance et l'investissement](#). Fiscalité, formation seront notamment au menu mais d'une façon plus générale, Edouard Philippe a appelé les acteurs économiques à faire eux-mêmes la promotion de l'entreprise telle qu'ils la vivent, au-delà des clichés du CAC40. *"Ce n'est pas notre job de faire aimer l'entreprise, nous ne saurons pas faire, nous pouvons juste vous rendre la tâche plus facile."*

Pour François Asselin, président national de la CPME, également dirigeant d'une PME dans le secteur de la menuiserie en Deux-Sèvres, *"il faut rester vigilants, la fiscalité c'est un tout et il ne faut pas oublier l'impact de certaines mesures fiscales nationales sur les territoires. Il ne faudrait pas que les collectivités locales compensent par des hausses les exonérations décidées par le gouvernement."*

Les chefs d'entreprises ne sont pas des chasseurs de primes, ce qu'ils veulent, c'est de la visibilité ! En tout cas, nous avons un dialogue constructif avec ce gouvernement, mais il y a beaucoup encore à faire ! L'un des axes sur lequel nous travaillons est de défiscaliser les résultats réinvestis en fonds propres dans l'entreprise. Ce n'est qu'un exemple, la CPME a transmis au gouvernement un certain nombre d'idées pragmatiques pour faire bouger les choses dans le bon sens et durablement. "

Quant à Paul-François Arrighi, lui aussi dirigeant local dans le BTP et président du MEDEF Deux-Sèvres, *" Nous devons rester vigilants car au-delà de ce qui va être mis en place, il ne faudrait pas que la fiscalité locale explose. Nous avons été agréablement surpris par cette rencontre sur le niortais. Cette rentrée est prometteuse mais il faut que les banques et autres partenaires accompagnent la reprise."*

CR

